



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, De l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le 1 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IVANHOE LOGISTIQUE MARLY

28/32 avenue Victor Hugo
75016 Paris

Références : UD95-2024-0515
Code AIOT : 0006507156

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 dans l'établissement IVANHOE LOGISTIQUE MARLY implanté Rue Eugène Pottier 95670 Marly-la-Ville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IVANHOE LOGISTIQUE MARLY
- Rue Eugène Pottier 95670 Marly-la-Ville
- Code AIOT : 0006507156
- Régime : Autorisation

La société IVANHOE MARLY exploite une plate-forme logistique sur la commune de Marly-la-Ville. Le site comporte 1 bâtiment composé de 8 cellules occupées par différents locataires :

- La société Truck & Wheel occupe la cellule E mais stocke du matériel de URBAN via une prestation de service depuis 1 an
- la société Ecole des Loisirs, locataire de la cellule C depuis 2007, stocke des livres,
- la société SML food plastiques loue la cellule D depuis 2 ans et stocke des emballages de restauration rapide
- La société URBAN, locataire des cellules A et B depuis mars 2019, stocke des chariots dont environ une cinquantaine de chariots à gaz, ainsi que des bouteilles de gaz liquéfiés en dessous du seuil de déclaration. Des chariots sont également stockés dans la cellule E via une prestation de service Truck and Wheel.
- La société NIPPON, locataire des cellules F, G et H depuis le début de l'été 2019, stocke du matériel électrique pour RTE. Il y a très peu d'activité. Il s'agit de stocks dormant.

L'exploitant indique que la société B27 SD ENVIRONNEMENT spécialisée dans l'accompagnement

des ICPE, représentée par M. BACHELLERIE produit chaque année un rapport étudiant la conformité du bâtiment à la réglementation ICPE.

La société COGESTRA, représentée le jour de l'inspection par M. LACAZE est responsable notamment du suivi de la maintenance et de l'entretien de l'exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- Suite de l'inspection du 23/07/2019
- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 28/02/2007, article 1	Sans objet
2	Situation	Arrêté Préfectoral du 28/02/2007,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	administrative_Porter à connaissance Maroquinerie	article 1.5	
3	Suite inspection 23/07/2019 _ Porter à connaissance URBAN	Arrêté Préfectoral du 28/02/2007, article 1.5	Sans objet
4	Suite inspection 23/07/2019_Porter à connaissance Trucks and Wheel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 7.3.3	Sans objet
5	Suite inspection 23/07/2019_Contrôle des installations de sprinklage	Arrêté Préfectoral du 28/02/2007, article 7.4.6	Sans objet
6	Suite inspection 23/07/2019_Poteau incendie	Arrêté Préfectoral du 28/02/2007, article 7.4.6	Sans objet
7	Suite inspection 23/07/2019_Exercice d'évacuation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 14	Sans objet
8	Suite inspection 23/07/2019_Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 13	Sans objet
9	Suite inspection 23/07/2019_Local de charge	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17	Sans objet
10	Suite inspection 23/07/2019_Installation de combustion	Code de l'environnement, article R224-41-1	Sans objet
11	Suite inspection 23/07/2019_Efficacité énergétique des chaudières	Code de l'environnement, article R224-21	Sans objet
12	Suite inspection 23/07/2019_Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	Sans objet
13	Suite inspection 23/07/2019_Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 28/02/2007, article 7.6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a constaté aucune non-conformité susceptible de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2007, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Classement			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Intitulé de la rubrique	Éléments caractéristiques	Régime
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des),[...] Le volume des entrepôts étant : 1. Supérieur ou égal à 300 000 m ³	Capacité maximale de stockage de 33 012 t Volume de 374 166 m ³	A
1530	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.	Volume susceptible d'être stocké : 120 000 m ³	A
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.	Volume susceptible d'être stocké : 120 000 m ³	A
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 40 000 m ³	Volume susceptible d'être stocké : 120 000 m ³	A
2663	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 80 000 m ³ ;	Volume susceptible d'être stocké : 120 000 m ³	A
2910.A.2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...] si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance thermique maximale de 3,4 MW	DC
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale de 189 kW	D
Constats : L'exploitant indique ne pas avoir fait de modification impactant le tableau de classement en dehors des quatre porter à connaissance transmis à l'inspection. Ces porter à connaissance sont détaillés dans les fiches de constat n°2, 3, 4 et 9. Seul le porter à connaissance décrit dans la fiche de constat n°9 et relatif à la construction d'un local de charge modifie la capacité de charge installée sans en modifier le classement. Le tableau de classement est donc mis à jour pour la rubrique 2925, la capacité de charge passant de 180 kW à 580 kW. S'agissant des installations de combustion, l'inspection constate que deux chaudières de 980 kW sont indiquées dans le rapport de la précédente inspection alors que le tableau de classement de l'installation mentionne une puissance de 3,4 MW. L'arrêté préfectoral du 28/02/2007 fait état de 4 chaudières de 850 kW. L'exploitant confirme que seules deux chaudières sont présentes sur le site. Chaque chaudière a une puissance de 980 kW et alimente 4 cellules. Le tableau de classement est donc mis à jour pour la rubrique 2910, la puissance de l'installation de combustion étant de 1,960 MW au lieu de 3,4 MW. Enfin, l'inspection indique acter par courrier joint au rapport le bénéfice des droits acquis suite à l'évolution de la nomenclature actée par décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020. L'installation est ainsi classée au titre des rubriques 1510 (régime de l'enregistrement), 2925 (régime de la déclaration) et 2910 (régime de la déclaration avec contrôle).			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Situation administrative_Porter à connaissance Maroquinerie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2007, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Classement et modifications notables
Prescription contrôlée : [...] Toute modification apportée aux installations (plan en annexe I) et de nature à entraîner un changement notable par rapport au dossier de demande d'autorisation, à l'étude de dangers considérée comme référentiel ainsi qu'à la déclaration préalable à la mise en service, doit être portée 2 mois au moins avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation accompagnés de l'avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail (ou du représentant du personnel si ce comité n'existe pas).[...]
Constats : L'exploitant a transmis en mai 2024 un porter à connaissance relatif à une activité de Maroquinerie. Le projet porte sur la création d'un atelier de 125 m ² qui sert à la réparation de maroquinerie ainsi qu'au stockage des pièces concernées par les réparations en cellule F chez le locataire NIPPON EXPRESS. L'atelier en Open Space est composé de postes de travail, de machines à coudre mais également des postes de bureautique. L'exploitant indique que la modification est sans impact sur le classement de l'installation. En effet, deux nouvelles rubriques sont concernées mais bien en deçà des seuils à déclaration : - rubrique 2360 : fabrication de chaussures, maroquinerie ou travail du cuir : puissance installée = 4,8 kW (Seuil de la rubrique à déclaration = 40 kW) - rubrique 1185-2 : gaz à effet de serre fluorés quantité 3kg (Seuil de la rubrique à déclaration avec contrôle = 300kg) Dans son dossier, l'exploitant indique que les modifications envisagées ne génèrent pas d'impact significatif ou supplémentaire sur les volets eau, transport, déchets, air, bruit du site. Le principal potentiel de danger interne identifié est le risque incendie lié aux matières combustibles stockées au niveau de la zone grillagée de 80 m ² . L'aménagement de l'atelier n'implique pas de stockage de produits en son sein (seulement des produits en transit pour réparation). Cela n'impacte donc pas la nature des potentiels de dangers internes présents sur le site. L'accident majeur identifié est inchangé puisqu'il s'agit de l'incendie des cellules de stockage. Pour limiter les risques, l'exploitant a prévu que toutes les parois soient coupe-feu 2h. Lors de la visite, l'inspection constate que l'atelier est sprinklé comme indiqué dans le porter à connaissance et dispose d'une issue de secours. Le système de sprinklage fait office de détection incendie. L'alarme est connectée à la télésurveillance. Compte-tenu des informations portées dans le dossier suscité, l'inspection considère que la création de cet atelier n'est pas un changement substantiel des conditions d'exploitation et n'augmente pas les dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement. L'inspection propose donc à Monsieur le Préfet de considérer ces modifications comme notables mais non substantielles au sens de l'article L.181-14 du code de l'environnement et des critères définis à l'article R.181-46 dudit code.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2007, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance Modifications locataire URBAN
Prescription contrôlée : [...] Toute modification apportée aux installations (plan en annexe I) et de nature à entraîner un changement notable par rapport au dossier de demande d'autorisation , à l'étude de dangers considérée comme référentiel ainsi qu'à la déclaration préalable à la mise en service, doit être portée 2 mois au moins avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation, accompagnés de l'avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (ou du représentant du personnel si ce comité n'existe pas). [...] ----- Suite inspection du 23/07/2019 Non-conformité 1: L'inspection demande à l'exploitant de transmettre conformément à l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2007 un porter à connaissance qui présentera les modifications notables effectuées dans la cellule B de l'entrepôt pour les besoins de la société URBAN. L'exploitant se positionnera sur l'aspect substantiel ou non des modifications, conformément à l'article R 181-46 du code de l'Environnement. Pour cela, il joindra notamment une copie du formulaire joint en annexe du des fiches d'inspection. Non-conformité 2: L'inspection considère que la manipulation de bouteilles de gaz à l'intérieur de l'entrepôt constitue une modification notable des conditions d'exploitations de l'entrepôt et qu'il convient de porter à la connaissance de l'inspection ces informations, en se positionnant sur l'aspect substantiel ou non des modifications, conformément à l'article R 181 - 46 du code de l'Environnement, notamment au regard du critère 3 et plus particulièrement l'évolution des risques induit par ces manipulations. Le porter à connaissance du mois de janvier 2019 précisait la quantité de stockage de bouteilles (1,56 t), mais pas la possibilité de les manipuler. Ainsi, le PAC du mois de janvier 2019 n'est pas recevable en l'état. L'inspection demande donc à l'exploitant de reprendre le PAC du mois de janvier 2019 et de le compléter d'une étude informant M. le Préfet du Val d'Oise des conditions d'exploitations liées à la manipulation des bouteilles de gaz et des éventuelles consignes et moyens de réduction des risques mis en place. Cette demande de modification sera jointe dans un porter à connaissance unique autoportant Non-conformité 3 : L'exploitant joindra dans son dossier de porter à connaissance conformément à l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2007 les informations concernant les nouvelles conditions d'exploitations liées à la présence de stocks à l'extérieur de l'entrepôt. Il pourra autrement, retirer les charriots stockés à l'extérieur des cellules de l'entrepôt. Constats : L'exploitant fournit en octobre 2019 une révision du porter à connaissance datant du mois d'août 2019, le formulaire d'appréciation du caractère substantiel ainsi que des consignes relatives à la manipulation des bouteilles de gaz. Les modifications demandées portent sur le stock de 120 bouteilles de gaz de 13 kg au maximum, soit une masse totale de 1560 kg en casiers fermés ancrés dans le sol dans les cellules A et B occupées par la société URBAN Logistique. Le jour de l'inspection, l'exploitant indique avoir déplacé le stock de bouteilles de propane à l'extérieur de l'entrepôt pour un problème de conformité du réseau du sprinklage. En effet, le rapport de contrôle Q1 indiquait systématiquement une non-conformité pour ce stockage de bouteille de propane. Les casiers fermés ont donc été déplacés à l'extérieur de la cellule B, au niveau du quai n°11 (aujourd'hui condamné) et à 10 m des parois extérieures de l'entrepôt. Le stockage de bouteilles de gaz est par ailleurs très éloigné des limites de propriété (plus de 20 mètres). L'exploitant indique

<p>stocker 40 bouteilles au lieu de 120 bouteilles initialement indiquées dans le porter à connaissance.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une mise à jour du porter à connaissance avec ces nouveaux éléments afin de mettre à jour le dossier.</p> <p>Par mail en date du 18/06/2024, l'exploitant transmet la mise à jour du porter à connaissance lié au stockage de bouteilles de propane à l'extérieur du site.</p> <p>Compte-tenu des informations portées dans ce dossier et des éléments vus lors de l'inspection, l'inspection considère que le stockage de bouteilles de gaz à l'extérieur de l'entrepôt n'est pas un changement substantiel des conditions d'exploitation et n'augmente pas les dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.</p> <p>L'inspection propose donc à Monsieur le Préfet de considérer ces modifications comme notables mais non substantielles au sens de l'article L.181-14 du code de l'environnement et des critères définis à l'article R.181-46 dudit code.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 4 : Suite inspection 23/07/2019_Porter à connaissance Trucks and Wheel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Porter à connaissance Modifications locataire Trucks and wheel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m2. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.</p> <p>----</p> <p>Suite inspection 23/07/2019</p> <p>Non-conformité 4: Il convient, conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, devant l'impossibilité d'évacuer le personnel sur la mezzanine par des issues situées au maximum à 25 mètres d'un espace protégé, de proposer des aménagements dans les plus brefs délais, ou de démonter la mezzanine. L'inspection informe l'exploitant qu'il devra reprendre les éléments du porter à connaissance transmis par la société LPFE MARLY le 11 septembre 2017 en justifiant du respect de la réglementation relative à l'évacuation du personnel. En l'attente de ce nouveau PAC, le dossier du 11/09/2017 est clôturé. Ces informations seront à joindre au dossier de porter à connaissance attendu suite à l'inspection du 23 juillet 2019.</p> <p>Remarque 1: L'inspection demande à l'exploitant de baliser l'accès vers l'issue de secours située sous la mezzanine de la cellule E.</p> <p>Non-conformité 5: L'inspection demande à l'exploitant de veiller à garder les accès vers les issues de secours libres conformément à l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2007.</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection indique à l'exploitant ne pas avoir reçu une nouvelle version du porter à connaissance relatif à la mezzanine de la cellule E. L'exploitant indique avoir procédé, à la suite de l'inspection du 23/07/2019, à l'installation d'une nouvelle issue de secours pour se mettre en conformité aux règles d'implantation. Néanmoins, l'exploitant signale à l'inspection que le locataire a finalement démonté la mezzanine. Lors de la visite, l'inspection constate que la mezzanine n'est plus présente dans la cellule E.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Suite inspection 23/07/2019_Contrôle des installations de sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2007, article 7.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Sprinklage
Prescription contrôlée : 7.4.6 Extinction Les moyens de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comportent : - un réseau de sprinklers sur l'ensemble de l'établissement, associé à une réserve spécifique minimale de 1000 m ³ ; il est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur. 7.5.4 d) Matériels de détection et de lutte contre l'incendie L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (...systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche notamment) ... ----- Suite inspection du 23/07/2019 Non-conformité 6: L'inspection demande à l'exploitant de lever l'ensemble des non-conformités et observations constatée dans le dernier rapport de contrôle des installations de sprinklage, conformément à l'article 7.4.6 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2007. L'exploitant indique que les installations de sprinklage ont été modifiées dans les cellules A, B et G, H respectivement pour les besoins des sociétés URBAN et NIPPON. L'exploitant indique que la société AAI a installé le sprinklage et que le CNPP est venu constater l'évolution de l'installation (rapport du CNPP du 26/06/2018). Le CNPP indique la nécessité de prévoir une visite avec l'entrepôt plein pour valider le certificat N1 selon le référentiel APSAD. Remarque 2: L'inspection rappelle que l'obtention du rapport de conformité N1 selon le référentiel APSAD pour les nouvelles installations de sprinklage est indispensable afin de respecter l'article 7.4.6 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2007.
Constats : L'exploitant présente le rapport de contrôle Q1 des installations de sprinklage en date du 22/12/2023 établi par la société DEKRA. L'exploitant indique que l'installation de sprinklage fait l'objet d'une inspection semestrielle. L'inspection constate que le rapport de contrôle présente trois non-conformités : - Depuis le 10/12/2019 : Une non-conformité pour le stockage de bouteilles de gaz - Depuis le 19/12/2022 : Une non-conformité concernant l'absence de sprinklage au niveau des bureaux de Truck and Wheel - Depuis le 21/06/2023 : Une non-conformité concernant l'absence de sprinklage au niveau des sanitaires Pour lever les non-conformités, l'exploitant présente deux devis : - Devis 24.04.7091 signé en date du 23/04/2024 pour l'ajout de têtes sprinklage dans les toilettes du locataire NIPPON. - Devis 24.04.7090 signé en date du 23/04/2024 pour l'ajout de têtes de sprinklage dans les bureaux de Truck and wheel. L'inspection constate que toutes les non-conformités et observations constatées dans le dernier rapport de contrôle des installations de sprinklage vu lors de l'inspection du 23/07/2019 ont été soldées. En effet, le rapport ne présente aucune non-conformité antérieure au 23/07/2019. L'exploitant indique que les casiers de bouteilles ont été déplacés à l'extérieur postérieurement au contrôle du 22/12/2023. La non-conformité relative au stockage de gaz à l'intérieur de l'entrepôt devrait donc être levée sur le prochain rapport de contrôle.

<p>L'inspection demande à l'exploitant le certificat N1 pour la validation de l'installation du réseau de sprinklage conformément aux référentiels. L'exploitant indique que la présence des bouteilles à l'intérieur de l'entrepôt n'a pas permis jusqu'ici d'obtenir le certificat N1.</p> <p>Le certificat original N1 n°PAA 6669 date du 10/04/2007 comme indiqué dans le dernier rapport de conformité du sprinklage.</p> <p>Observation n°1 : L'inspection demande à l'exploitant de veiller à l'obtention du certificat N1 actualisé maintenant que le stockage de bouteilles de gaz est à l'extérieur du site.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Suite inspection 23/07/2019_Poteau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2007, article 7.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie est assurée par des poteaux d'incendie répondant aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...] - ils sont piqués sans passage de compteur ni by-pass sur une canalisation assurant un débit mini de 4000 litres par minutes pendant 2 heures, sous pression dynamique de 1 bar [...] - [...] et puissent être mis en service simultanément avec un débit minimum de 60 m³/h par borne, pendant 2 heures ; [...] <p>---</p> <p>Suite visite d'inspection du 23/07/2019</p> <p>Le dernier rapport de contrôle des hydrants du 20 juin 2019 indique une non-conformité sur le poteau d'incendie n°4 qui présente un problème d'étanchéité. Il est indiqué qu'il est nécessaire de procéder au remplacement du poteau. Non-conformité 7: L'inspection demande à l'exploitant de veiller à ce que l'ensemble des poteaux incendie respectent les termes de l'arrêté du 28 février 2007, à l'article 7.4.6.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit le rapport de contrôle individuel des poteaux incendie du 15 septembre 2020 établi par la société GARCIA. Ce dernier indique que le poteau n°4 a été remplacé et est parfaitement fonctionnel.</p> <p>L'inspection demande ensuite à voir le dernier contrôle multipoteaux. L'exploitant fournit le dernier compte rendu du contrôle multipoteaux effectué par la société GARCIA au mois de mai 2024.</p> <p>Ce dernier fait état de deux contrôles en simultané.</p> <p>Un contrôle a été effectué avec 4 poteaux incendie en simultané sous 1 bar. Le compte rendu indique que les quatre poteaux sont en capacité de délivrer 219 m³/h. Il est à noter que les poteaux 1 et 5 présentent des débits en deçà des 60 m³/h requis.</p> <p>Un contrôle a également été effectué sur 3 poteaux incendie en simultané sous 1 bar. Le compte rendu indique que les trois poteaux sont en capacité de délivrer 238 m³/h. Il est à noter que le poteau n°5 a un débit égal à 60 m³/h.</p> <p>L'inspection demande à voir le contrôle multipoteaux de 2023. La société GARCIA a réalisé les mesures. Le compte rendu indique que quatre poteaux sont en capacité de délivrer 251 m³/h. Néanmoins, le poteau n°4 ne délivre que 30 m³/h.</p> <p>L'exploitant indique diligenter un nouveau contrôle multipoteaux dans les meilleurs délais en s'assurant que les conditions techniques de réalisation des tests soient correctes (vannes ouvertes).</p>

<p>Par mail en date du 26/06/2024, l'exploitant transmet le compte rendu de nouveaux contrôles multipoteaux. Les contrôles ont été réalisés par la société S.d.e.r le 20 juin 2024. Le compte rendu indique qu'à 60m³/h, quatre poteaux incendie (N°hydrant n°2, 4, 6 et 7) sont en mesure de délivrer chacun simultanément 60m³/h à une pression supérieure à 1bar.</p> <p>La prescription contrôlée est donc respectée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Suite inspection 23/07/2019_Exercice d'évacuation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 14
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice d'évacuation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Point 14 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p> <p>-----</p> <p>Suite inspection du 23/07/2019 Il avait été précisé lors de l'inspection du 30 mai 2017 que chaque locataire était chargé de la programmation d'exercices d'évacuation pour son personnel. La société CER GALLIA MARLY indique prévoir organiser les exercices pour l'ensemble des locataires. L'exploitant transmet le 2 août 2019 un devis signé le 22 juillet 2019 pour la réalisation d'un exercice d'évacuation en cas d'incendie fait avec le BUREAU VERITAS. La prestation a été réalisée le 14/09/2019 Non-conformité 8: L'exploitant doit organiser un exercice d'évacuation, conformément au point 14 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Un compte rendu devra être rédigé suite à cet exercice et tenu à la disposition des autorités.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les locataires n'étaient pas tous à jour de leurs exercices d'évacuation. Néanmoins, l'exploitant indique avoir procédé à un exercice de défense contre l'incendie le 10 juin 2024. L'inspection constate par le mail de Monsieur Toillion de la société Gestriim envoyé à l'exploitant que l'intervention a eu lieu le 10/06 entre 14h et 16h. L'exploitant ne dispose pas encore du compte rendu. Néanmoins, il informe que tous les locataires ont évacué. L'exploitant transmettra le compte rendu de l'exercice de défense incendie dès réception par le prestataire.</p> <p>Par mail du 18/06/2024, l'exploitant transmet le compte rendu de l'exercice de défense incendie. Ce dernier mentionne que tous les personnels ont évacué.</p> <p>Au vu de l'absence d'exercice d'évacuation pour certains locataires, l'exploitant indique faire appel à l'avenir à un prestataire qui se chargera des exercices d'évacuation semestriels. Les exercices d'évacuation seront donc mutualisés à l'ensemble des locataires.</p> <p>L'exercice de défense incendie datant de moins de 6 mois, la périodicité de l'exercice d'évacuation est bien respectée. L'inspection note que l'exploitant a engagé les démarches afin de résoudre le problème identifié de l'exercice d'évacuation sur un site multilocataires en mutualisant ces derniers via un contrat de prestation de service.</p> <p>Observation n°2 : L'inspection demande à l'exploitant de finaliser la démarche engagée et de transmettre les éléments à l'inspection dès réception du contrat de prestation pour la mutualisation des exercices d'évacuation. A défaut, l'inspection rappelle à l'exploitant de s'assurer que les exercices d'évacuation sont réalisés conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suite inspection 23/07/2019_Exercice de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense incendie
Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. ---- Suite inspection du 23/07/2019 Remarque 5: L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le Plan de Défense Incendie aux services de secours, comme le demande l'article 7.6.4 de l'arrêté du 28 février 2007.
Constats : Suite à l'inspection du 23/07/2019, l'exploitant a transmis son plan de défense incendie au service prévention du SDIS 95 par courrier en date du 27 septembre 2019 (version de juin 2019). L'inspection constate que le Plan de défense incendie n'indique pas qui est chargé d'actionner la vanne martellière et de mettre en sécurité la chaufferie. L'inspection demande à l'exploitant de fournir le dernier compte rendu d'exercice de défense contre l'incendie. Le dernier exercice date du 10 juin 2024. L'inspection constate par le mail de Monsieur Toillion de la société Gestriim envoyé à l'exploitant que l'intervention a eu lieu le 10/06 entre 14h et 16h. L'exploitant ne dispose pas encore du compte rendu. L'exploitant transmettra le compte rendu de l'exercice de défense incendie dès réception par le prestataire. Par mail du 18/06/2024, l'exploitant transmet le compte rendu de l'exercice de défense incendie. Ce dernier mentionne que le scénario retenu est un feu de chariot élévateur dans le local de charge, non maîtrisable, avec propagation de la chaleur et des fumées dans les locaux avec une victime inanimée au sol à proximité du départ de feu. Tout le personnel a évacué dès le signal d'alarme. Les premières actions du schéma d'alerte ont été réalisées après le déclenchement de l'alarme notamment levée de doute, mission de reconnaissance des locaux par les "Serre-Files". Les autres actions prévues par le Plan de Défense Incendie n'ont pas été réalisées et notamment : <ul style="list-style-type: none">- Appel et informations des responsables locataires des entreprises situées sur site- Fermeture des vannes de barrage afin de veiller à la mise en rétention du site- Appel du gestionnaire technique- Appel de la DREAL Le compte rendu mentionne des axes d'amélioration à prendre en compte lors d'une mise à jour du Plan de Défense Incendie mais également pour le prochain exercice de défense incendie. Observation n°3 : L'exercice de défense incendie met en évidence que la non-désignation de personnels en charge de la fermeture des vannes et de la mise en sécurité de la chaufferie a des conséquences sur la bonne réalisation des tâches du Plan de Défense Incendie. L'inspection demande à ce qu'une personne/ fonction soit nommément désignée en charge de la fermeture de la vanne de barrage ainsi que de la mise en sécurité de la chaufferie.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation et charge de batteries
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.</p> <p>Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.</p> <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.[...]</p> <p>Dispositions de l'arrêté préfectoral du 28/02/2007</p> <p>76.5 Localisation des risques et information des tiers exposés</p> <p>Les parties des installations de charge d'accumulateur présentant un risque spécifique tel qu'identifié ci-dessus sont équipées de détecteurs d'hydrogène. Le seuil de détection de ces dispositifs est réglé conformément à l'article 8.2.4.</p> <p>8.2.4 Seuil de concentration limite en hydrogène</p> <p>Pour les parties équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris égal à 25 % de la LIE, soit 1 % d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.</p> <p>Pour les parties de l'installation identifiées à l'article 76.5 non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.</p> <p>---</p> <p>Suite inspection du 23/07/2019</p> <p>Lors de la visite, l'inspection note la présence dans la cellule B d'une installation de charge des accumulateurs des charriots. Lors de la visite de l'entrepôt, l'inspection constate dans d'autres cellules que des zones de recharge des accumulateurs ont été disposées au sein même des cellules de stockage.</p> <p>Non-conformité 9: L'exploitant doit informer l'inspection des modifications notables réalisées conformément à l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2007 et préciser notamment la puissance maximale de charge délivrée par ses installations. L'exploitant joindra ces informations au dossier de porter à connaissance attendu suite à l'inspection du 23 juillet 2019.</p> <p>Remarque 6: Étant donné l'utilisation de bouteilles de gaz à proximité de la zone de charge des accumulateurs relarguant du dihydrogène, il est demandé à l'exploitant de veiller au respect de l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2007 qui demande l'installation de détecteurs d'hydrogène dans l'air, ou d'un système de charge des accumulateurs asservi au fonctionnement de la ventilation des locaux. Ces informations seront incluses dans le dossier de porter à connaissance attendu suite à l'inspection du 23 juillet 2019.</p>
Constats : <p>En septembre 2019, l'exploitant a transmis à l'inspection un dossier de porter à connaissance pour la création d'un nouveau local de charge dans la cellule B pour les besoins du locataire URBAN occupant les cellules A et B.</p> <p>L'exploitant indique que le local de charge créé en cellule B est isolé de la cellule de stockage adjacente par des murs et un plafond en béton coupe-feu de degré deux heures. Il est accessible depuis la cellule par une ouverture équipée d'une porte coulissante coupe-feu de degré deux heures. L'exploitant fournit les procès verbaux des portes EI 120.</p>

L'exploitant a installé des détecteurs d'hydrogène dans le local de charge nouvellement construits dans la cellule B. Le contrôle a été effectué le 20.10.2023 par la société SAFETY services. Deux capteurs de dihydrogène sont présents dans le local de charge.

Lors de la visite, l'inspection constate le local de charge ainsi que la présence des détecteurs et du bloc de contrôle associé.

Le porter à connaissance n'indique pas la présence de la détection d'hydrogène. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre une mise à jour du porter à connaissance en y indiquant ces éléments.

Par mail en date du 18/06/2024, l'exploitant transmet la mise à jour du porter à connaissance lié au nouveau local de charge.

Compte-tenu des informations portées dans ce dossier et des éléments vus lors de l'inspection, l'inspection considère que la construction du local de charge en cellule B n'est pas un changement substantiel des conditions d'exploitation et n'augmente pas les dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

L'inspection propose donc à Monsieur le Préfet de considérer ces modifications comme notables mais non substantielles au sens de l'article L.181-14 du code de l'environnement et des critères définis à l'article R.181-46 dudit code.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suite inspection 23/07/2019_Installation de combustion

Référence réglementaire : Code de l'environnement, R224-41-1

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure périodique installation de combustion

Prescription contrôlée :

R224-41-1 Sont soumises aux dispositions du présent paragraphe les chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 1 MW, et celles de puissance supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 2 MW lorsque leurs émissions ne sont pas périodiquement contrôlées en application des dispositions prises pour l'application du titre Ier du livre V du présent code.

R224-41-2 L'exploitant fait réaliser des mesures permettant d'évaluer les concentrations de polluants atmosphériques émises dans l'atmosphère par la chaudière dans des conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'énergie et du ministre chargé de l'environnement.

Arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est > à 400 kw et inférieure à 20 MW.

2.1. Mesures des émissions atmosphériques. Dans le cadre du contrôle périodique, l'organisme de contrôle doit réaliser une mesure de la teneur en oxydes d'azote (NOx) dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Cette mesure pourra être réalisée soit selon la norme de référence NF EN 14792 ou soit à l'aide d'un analyseur portable équipé de cellules électrochimiques, permettant également la mesure de l'oxygène (O2).

VLE = 150 mg/Nm3 pour les NOx si gaz naturel.

R224-41-3 Les mesures prévues par l'article R. 224-41-2 sont réalisées dans les conditions et selon la périodicité définies aux articles R. 224-31 à R. 224-37. Lorsque la chaudière est également soumise aux dispositions du paragraphe 2, les mesures sont réalisées dans le cadre du contrôle périodique mentionné à l'article R. 224-31.

Suite inspection 23/07/2019

Non-conformité 10 : L'inspection demande à l'exploitant d'effectuer la mesure du débit rejeté et de la concentration en NOx conformément à l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013.

Remarque 7 : L'inspection demande à l'exploitant de veiller à conserver des données lisibles dans les rapports de contrôle de la combustion des chaudières.

Remarque 8 : L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que la société CVC Maintenance dispose d'une accréditation COFRAC ou d'une équivalence.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection demande à voir le compte rendu du dernier contrôle des émissions atmosphériques sur les chaudières réalisé par un organisme accrédité.</p> <p>L'exploitant indique faire un contrôle de la combustion tous les ans par CVC maintenance. Le rapport de contrôle indique des émissions en NOx de 117 et 129 mg/Nm³ pour la chaudière n°1 et de 119 et 121 mg/Nm³ pour la chaudière n°2.</p> <p>Les deux chaudières présentent des émissions en NOx inférieures à la valeur limite d'émissions prescrite à l'arrêté du 2 octobre 2009 de 150 mg/Nm³. Néanmoins, l'exploitant n'est pas en mesure d'attester de l'accréditation COFRAC de CVC maintenance s'agissant des mesures des émissions atmosphériques.</p> <p>L'exploitant indique avoir demandé à la société CVC maintenance son accréditation COFRAC sans retour de leur part.</p> <p>En supplément des contrôles de CVC maintenance, l'exploitant a prévu de faire passer l'organisme accrédité Bureau Veritas pour le contrôle de l'efficacité énergétique ainsi que pour les mesures des émissions atmosphériques. L'exploitant a présenté l'avis de passage de l'organisme Bureau veritas pour la période du 28 octobre 2024 au 29 octobre 2024.</p> <p>L'inspection note que l'exploitant a engagé les démarches afin de se mettre en conformité.</p> <p>Observation n°4 : L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que les mesures des émissions atmosphériques qui seront réalisées par la société Bureau Veritas soient en adéquation avec les exigences requises par l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de faire preuve de vigilance quant au respect de la périodicité des contrôles relatifs aux chaudières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Suite inspection 23/07/2019_Efficacité énergétique des chaudières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/06/2024, article 224-21
Thème(s) : Autre, Efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rendements minimaux, équipement et contrôles périodiques des chaudières : Articles R 224-21 à R 224-41 du code de l'environnement</p> <p>L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R 224-20 à R 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 octobre 2009.</p> <p>La période entre deux contrôles ne doit pas excéder deux ans pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure ou égale à 5 MW, et trois ans pour les autres.</p> <p>R224-31 L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 fait réaliser un contrôle périodique de l'efficacité énergétique de celle-ci par un organisme accrédité dans les conditions prévues par l'article R. 224-37 sauf s'il a conclu un contrat de performance énergétique dont les caractéristiques sont définies par arrêté du ministre chargé de l'énergie.</p> <p>R224-32 Le contrôle périodique mentionné à l'article R. 224-31 comporte : 1° Le calcul du rendement caractéristique de la chaudière et le contrôle de la conformité de ce rendement avec les dispositions du paragraphe 1er de la présente sous-section ;</p>

[...]

R224-35

La période entre deux contrôles ne doit pas excéder deux ans pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure ou égale à 5 MW, et trois ans pour les autres. Les chaudières neuves font l'objet d'un premier contrôle périodique dans un délai de deux ans à compter de leur installation pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 5 MW, et dans un délai de trois ans pour les autres.

R224-23

L'exploitant d'une chaudière définie à l'article R. 224-21 et mise en service après le 14 septembre 1998 s'assure de ce que le rendement caractéristique de la chaudière respecte les valeurs minimales fixées dans le tableau suivant :

Combustible gazeux = 90 % (mise en service après 1998)

Constats :

L'inspection demande à voir le compte rendu du dernier contrôle périodique de l'efficacité énergétique réalisé par un organisme accrédité.

L'exploitant indique qu'il est en retard des contrôles sur l'efficacité énergétique. L'exploitant présente un avis de passage de l'organisme Bureau veritas du 28 octobre 2024 au 29 octobre 2024 pour :

- Contrôles périodiques de l'efficacité énergétique
- mesures des émissions atmosphériques d'une installation

L'inspection note que l'exploitant a engagé les démarches afin de se mettre en conformité.

Observation n°5 : L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que les contrôles d'efficacité énergétique qui seront réalisés par la société Bureau Veritas soient en adéquation avec les exigences requises par l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW.

L'inspection demande à l'exploitant de faire preuve de vigilance quant au respect de la périodicité des contrôles relatifs aux chaudières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Suite inspection 23/07/2019_Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7

Thème(s) : Risques accidentels, Livret de chaufferie

Prescription contrôlée :

6.7. Livret de chaufferie

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie. En outre, la tenue du livret de chaufferie est réalisée conformément à l'annexe de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.

Objet du contrôle :

- présence du livret de chaufferie indiquant les résultats des contrôles et opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières.

Suite inspection du 23/07/2019

L'inspection note que la dernière opération de maintenance de la chaufferie n'est pas reporté dans le livret.

Non-conformité 12 : L'inspection demande à l'exploitant de tenir à jour le livret de chaufferie, conformément à l'annexe de l'arrêté ministériel du 2 octobre 2009.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection demande à voir le livret de la chaufferie. Lors de l'intervention du mainteneur CVC maintenance du 20/03/2024, le mainteneur a joint à son compte rendu une photo du livret de chaufferie sur lequel est indiqué l'intervention précitée ainsi que les tickets d'intervention. L'opération de contrôle réalisée par CVC maintenance pour la surveillance des émissions atmosphériques NOx en date du 20/03/2024 est bien indiquée sur le livret de chaufferie.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate la présence du livret de chaufferie dans le local chaufferie. Les éléments indiqués sur ce dernier correspondent aux photos présentées en salle.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque à formuler. La prescription contrôlée est respectée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Suite inspection 23/07/2019_Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2007, article 7.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident, la mise en œuvre des moyens d'intervention (extincteurs, RIA...) et les consignes à respecter. [...]L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de formations délivrées au titre du présent article, ce pour toutes les catégories de personnel.</p> <p>----</p> <p>Suite inspection du 23/07/2019</p> <p>L'exploitant présente les attestations de stage et de présence à la formation « Intervention immédiate en sécurité incendie » délivrées par l'APAVE pour les employés de la société TRUCK & WHEEL.</p> <p>Remarque 4: L'inspection demande à l'exploitant de vérifier que l'ensemble du personnel de l'établissement suit une formation conformément à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2007, particulièrement pour le personnel des sociétés nouvellement arrivées dans l'établissement : NIPPON et URBAN.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection du 23 juillet 2019, l'exploitant a transmis à l'inspection au mois d'octobre 2019 les attestations de formation « équipiers de première intervention » et « formation incendie » pour URBAN et NIPPON respectivement.</p> <p>L'inspection demande à voir les attestations de formation incendie pour SML food plastics, récemment locataire de la cellule D.</p> <p>La formation incendie du personnel a été réalisée par la société PPPI en date du 06.06.2024 pour les 6 personnes travaillant sur le site.</p> <p>L'exploitant présente également :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour l'école des loisirs, l'attestation de formation en date du 22 septembre 2022 pour 4 personnes dont deux ne sont plus présentes. Le locataire prévoit une nouvelle formation le mardi 10 septembre 2024 pour l'ensemble du personnel. L'exploitant présente à l'inspection l'accusé de réception de commande pour la formation incendie du personnel de l'école des loisirs en date du 04 juin 2024. • pour la société NIPPON, un devis signé en date du 4 mars 2024 pour une formation incendie de leur personnel sur l'ensemble de leurs sites avec bon pour accord avec le Si2P. • URBAN : 2 états de présence présentés : formation fait le 26 octobre 2023 par PROFORMASEC pour l'ensemble du personnel équipier de première intervention. <p>L'inspection n'a pas de remarque à formuler. La prescription contrôlée est respectée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>